L'économie comme discipline intellectuelle

Jean-Paul Fitoussi

▶ **To cite this version:**

Jean-Paul Fitoussi. L'économie comme discipline intellectuelle. Penser l'économie. Rencontres de l'IGPDE, Apr 2003, Paris, France. pp.16-21. hal-00976437

HAL Id: hal-00976437

https://sciencespo.hal.science/hal-00976437

Submitted on 22 May 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L’économie comme discipline intellectuelle

Jean-Paul FITOUSSI
Professeur des Universités, Président de l'OFCE

Il peut y avoir des stratégies différentes pour affronter un même problème économique. Ce débat, qui est fondamental, traverse toute la science économique, à la fois celle qui est considérée comme néo-classique et celle qui est considérée comme néo-keynésienne.

Il y a eu, au commencement, un contresens sur le phénomène que l’on a désigné en France par le terme de pensée unique alors qu’il s’agissait d’un phénomène de pouvoir d’essence politique. On pensait désigner par ce terme à la fois l’impérialisme et la pauvreté de la pensée économique. La réalité de l’évolution de la théorie économique est tout autre : c’est une science en permanence en débat au sein de chacune des théories qui occupent le devant de la scène et qui sont parfois inscrites sans que nous le percevions dans les institutions qui nous régissent. Par exemple, les Européens convaincus appellent de leurs vœux l’existence d’un gouvernement économique de l’Europe, sans s’être aperçu que celui-ci existait déjà. En effet, lorsque l’on considère l’architecture institutionnelle de l’Europe, on s’aperçoit que trois « ministres » disposent de pouvoirs supranationaux mais n’exercent aucune responsabilité politique : un ministre de l’activité, en charge des taux d’intérêt, un ministre de la banque centrale européenne, un ministre de la concurrence qui peut contraindre à la privatisation des services publics en France. Ce gouvernement suffit pour faire en sorte que l’économie évolue dans un sens ou dans un autre.

Dès lors, cet appel à l’existence d’un gouvernement économique de l’Europe ne peut être entendu que si l’on comprend qu’il a toujours existé, au sein même de chaque théorie, deux paradigmes de l’organisation de l’économie.

I. L’économie organisée autour de deux paradigmes

1. La régulation interne

Le premier est le paradigme de la régulation interne. Il implique que l’économie soit capable d’une autorégulation, spontanée, qui permet au système d’évoluer vers le meilleur état possible : un optimum social. Cet optimum social est défini comme étant une situation dans laquelle il n’est pas possible d’augmenter le bien-être d’un individu sans réduire celui d’un autre individu. Le paradigme de la régulation interne est habituellement associé à la théorie pure du capitalisme libéral telle que Arrow et Debreu l’ont codifiée. Le développement de théories pures de l’économie de marché remonte au moins à Walras. Les théoriciens du capitalisme ont livré la théorie avec son mode d’emploi, soit les circonstances dans lesquelles on peut l’appliquer et celles dans lesquelles on ne peut pas. Toutefois, le « travail » de l’idéologie est précisément d’oublier le mode d’emploi et de faire penser que la théorie s’applique à tous les états possibles.

En réalité, le paradigme de la régulation interne - le fait que spontanément, sans intervention de l’Etat, l’économie atteint la meilleure des situations possibles - est plutôt associé à la pensée Hayekienne, selon laquelle l’interaction libre entre des individus libres produit des institutions

optimales. Hayek a formulé la théorie de la « main invisible », celle qui est censée coordonner les plans de l'ensemble des agents de façon à ce que, dans l'ordre économique et dans l'ordre social, l'architecture institutionnelle devienne optimale.

Dans le paradigme de la régulation interne, ce qui importe est de comprendre que l'Etat n'est pas nécessaire, que le marché et l'interaction libre entre individus sont suffisants pour « instituer le social », comme le dirait Pierre Rosanvallon. En ce sens, Adam Smith n'est pas un théoricien de l'économie mais le théoricien du dépérissement du pays.

2. La régulation externe

Le second paradigme est celui de la régulation externe. Il s'appuie sur l'idée selon laquelle le marché livré à lui-même peut susciter de nombreux dysfonctionnements et que ces derniers exigent l'intervention d'un acteur collectif pour pouvoir être réparés. Ce paradigme est associé à de nombreuses théories, qui vont du marxisme au keynésianisme. Dans ce paradigme, l'économie ne tient que par une complémentarité entre l'acteur individuel et l'acteur collectif. C'est cette complémentarité, qui varie au cours du temps et de l'espace, qui produit de l'efficacité. Aucun acteur livré à lui-même, qu'il soit individuel ou collectif, ne peut produire cette efficacité. Cette conclusion est inscrite dans la théorie d'Arrow et de Debreu.

De nombreux auteurs considérés comme purement néo-classiques, comme Solow dans sa théorie de la croissance, ont participé à ce paradigme de la régulation externe et ont montré qu'il n'y avait pas de famine dans une société démocratique. En comparant des pays ou des régions ayant la même disponibilité de ressources, celles qui ne se trouvaient jamais en faillite étaient celles qui étaient organisées selon un système démocratique. Ce n'est donc pas un problème de ressources alimentaires mais un problème d'inégalité d'accès que la démocratie ne peut pas laisser se perpétuer. Arrow lui-même a montré qu'on ne pouvait concevoir un système de santé sans acteurs collectifs car, dans le système de santé, c'est l'offre qui établit la demande.

Cela étant, percevoir l'économie de la sorte implique qu'elle se trouve en permanence dans un dialogue entre les tenants du paradigme de la régulation interne et les tenants du paradigme de la régulation externe. Ce dialogue évolue au cours du temps. A certaines périodes, le paradigme de la régulation interne domine et, à d'autres périodes, le paradigme de la régulation externe domine sachant que le fait qu'un paradigme soit dominant n'implique pas la disparition de l'autre. En outre, généralement, ces paradigmes s'enrichissent mutuellement et sont exprimés en un langage commun.

Le fait que vous ayez des modèles de même nature, utilisant des outils mathématiques, n'implique pas du tout que vous aboutissiez aux mêmes conclusions. En effet, les hypothèses des théories sont le moyen privilégié de l'introduction de la conception du monde qu'a le chercheur.

II. Une variété de théories à partir de paradigmes communs

Je prendrai un exemple significatif quant aux erreurs idéologiques que l'on peut commettre à partir de la lecture des théories économiques : l'exemple de l'hypothèse de survie. Arrow et Debreu n'ont pas pu démontrer que, dans un système d'économie de marché parfait, la solution d'un équilibre de plein emploi se trouvait à un niveau de salaire suffisant pour assurer la survie de la population. En d'autres termes, ils aboutissaient à la conclusion que, dans une économie régie par les lois de la

concurrence parfaite, il y aurait plein emploi et optimum social mais on ignore si la population survivrait. La condition qu'ils avaient introduite dans leur modèle était que le taux de salaire qui permettait le plein emploi était « non négatif ». Ils se sont aperçus que leur conclusion n'avait aucun sens.

Pour lui donner une signification, ils ont introduit l'hypothèse, dite hypothèse de survie, selon laquelle les agents étaient dotés d'une richesse suffisante pour vivre sans travailler. Comment comprendre cette hypothèse ? On peut utiliser le paradigme de la régulation externe. Dire que chaque agent est doté d'une richesse suffisante pour vivre sans travailler - ce qui n'est manifestement pas le cas dans nos économies – implique qu'un acteur collectif remplit cette fonction. En réalité, si l'on supprimait cette hypothèse, les conclusions de la théorie d'Arrow et Debreu seraient globalement conservées. En d'autres termes, en supprimant l'hypothèse de survie, un marché libre aboutirait à un équilibre de plein emploi parmi les survivants et cela constituerait un optimum social. Des recherches récentes montrent que, dans nos pays, il y a quand même certaines catégories de population qui ne survivent pas. Cela n'est pas spectaculaire : ces personnes meurent généralement de maladies dues à la malnutrition, à l'absence de logement… Ce phénomène existe, y compris dans les pays les plus développés. Toutefois, cette conclusion un peu aberrante n'est pas la conséquence d'un dysfonctionnement de l'économie de marché mais la conséquence du fonctionnement parfait de l'économie de marché. Il n'y a aucun dysfonctionnement à percevoir que l'économie de marché exclut de la vie un certain nombre de catégories de population. Ce point me paraît essentiel pour comprendre l'exigence, y compris dans la théorie pure du capitalisme libéral, du paradigme de la régulation externe. Des économistes très libéraux sont à l'origine de propositions dans ce domaine. Le revenu minimum ou les allocations chômage sont la conséquence de ce dysfonctionnement.

Cela signifie que, dans une économie de marché, la redistribution est un élément indispensable au fonctionnement efficace de l'économie. Dès lors, il peut y avoir non seulement une politique microéconomique mais aussi une politique macroéconomique. Je veux souligner par là que l'on arrive à ces conclusions non pas à partir d'une théorie keynésienne mais à partir de la théorie néo-classique. C'est la raison pour laquelle lorsque l'on étudie des théories aussi pauvres que la théorie des anticipations rationnelles ou du cycle réel, on ne doit pas oublier que, parmi les hypothèses de ces théories, il existe aussi des hypothèses de survie qui impliquent une redistribution des ressources et une présence de l'Etat, d'emblée, et pas seulement pour réguler.

Puisque ces paradigmes traversent toutes les écoles de pensée, il ne peut y avoir de pensée unique. Il n'est jamais certain que l'on puisse fonder une politique économique sur une doctrine puisque la doctrine de la théorie néo-classique peut aussi bien aboutir à une théorie de l'intervention d'Etat ou à une théorie du recul de l'intervention de l'Etat. On pourrait très bien montrer aujourd'hui que des politiques néo-classiques pourraient être des politiques keynésiennes. Ainsi, nous sommes dans un environnement où l'on sait que l'investissement public peut avoir des effets de long terme sur la productivité et qu'il est optimal que les gouvernements interviennent en investissant dans le cadre d'un schéma néo-keynésien. Les keynésiens suggèrent d'intervenir quand les affaires vont mal. Il y a là un moyen de conclusions communes à l'ensemble des écoles de pensée et qui sont des conclusions involontaires.

III. Des débats fondés sur trois hypothèses

Ce qui permet d'arriver à ces conclusions est qu'il existe, en économie, trois hypothèses qui permettent de comprendre pourquoi il y a des débats entre économistes et des débats entre économistes et sociologues :

- l'hypothèse de rationalité ;
- l'efficience ;
- l'équilibre.

L'hypothèse de rationalité occupe une place centrale dans le raisonnement théorique des économistes. Cette hypothèse, finalement très faible, dit qu'un individu essaie de tirer le meilleur parti de l'environnement qu'il perçoit compte tenu de ses contraintes. Un exemple donné par Solow a été repris dans le film *La haine* : celui d'un individu qui tombe du trentième étage d'un immeuble et qui dit, à quelqu'un du deuxième étage qui lui demande « comment ça va ? » en le voyant passer, « OK *so far*, compte tenu des contraintes de la loi de la gravitation ». C'est ce qu'il pouvait faire de mieux compte tenu des contraintes qui pesaient sur lui…

En termes plus techniques, la rationalité implique que les agents économiques résolvent des problèmes d'optimisation. Ce que les sociologues reprochent aux économistes est de donner trop d'espace au choix - dans la mesure où un problème d'optimisation implique un choix - et de ne pas laisser suffisamment d'espace au déterminisme. Dans la conception de l'économiste, le choix est total. On retombe à nouveau sur les deux paradigmes de régulation externe et de régulation interne, pour une raison très simple : les économistes divergent de façon assez marquée dans la pondération qu'ils accordent aux choix et aux contraintes. Par exemple, pour certains, le chômage est un choix. Pour d'autres, le chômage est involontaire, il est déterminé par des contraintes. Dès lors, la question de la part de liberté et la part de déterminisme dans nos actions n'est pas résolue de façon arithmétique par les économistes. Plus on accorde d'importance aux choix, plus on se rapproche du paradigme de la régulation interne. Plus on accorde d'importance aux contraintes, plus on se rapproche du paradigme de la régulation externe.

Il en est de même pour le concept d'équilibre. Il existe deux catégories d'équilibre : les équilibres avec connotations normatives et les équilibres sans connotations normatives. Les premiers sont les équilibres de type walrasiens, ils correspondent à un optimum social. Les seconds sont les équilibres qui décrivent un état de l'économie où les décisions des agents sont mutuellement compatibles.

Par conséquent, lorsque l'on utilise le concept d'équilibre, on ne fait pas nécessairement référence à une théorie particulière. On peut utiliser ce concept quel que soit le cadre théorique dans lequel on raisonne. En réalité, on utilise ce concept car on ne sait pas vraiment résoudre les déséquilibres. Lévi-Strauss disait : « Plus la science progresse, mieux elle comprend pourquoi elle ne peut aboutir ». On ne peut en effet donner de représentation exhaustive de la réalité. On a donc besoin d'utiliser des concepts économes en information. Le concept d'équilibre entre dans ce schéma et donne des idées qualitatives sur la façon de concevoir les politiques économiques.

Les équilibres de type normatif sont efficients, les équilibres de type non normatif sont inefficients. On retrouve l'affrontement entre les deux paradigmes. Pour qu'un équilibre devienne efficient, il faut réintroduire les conditions du marché parfait. Lorsqu'un équilibre est inefficient, on pourra également dire qu'il faut davantage d'intervention de l'Etat. Le fait d'observer « la réalité » ne peut

donc pas nous amener à une conclusion unique. Il y a, dans les conclusions des économistes, les préconceptions du chercheur lorsqu'il étudie une réalité. Le chercheur va tenter de trouver des thèses qui valident ces préconceptions par la recherche empirique. Il croira par exemple aujourd'hui que notre système ne connaît pas de crises ou de fluctuations ou que ces crises et fluctuations sont des réactions optimales aux variations anticipées de productivité que les agents perçoivent et qui conduisent à une allocation inter-temporelle optimale entre travail et loisirs. Vous pouvez aussi considérer les crises que nous traversons comme étant des dysfonctionnements de l'économie de marché qui impliquent une intervention des gouvernements. Toutefois, l'intervention la plus massive se fait aux Etats-Unis, tandis que le lieu de l'absence d'intervention est l'Europe. Tout se passe comme si les Etats-Unis étaient les plus gros producteurs de doctrines économiques au monde, mais seulement à usage externe, et les Européens les plus gros consommateurs.